

PresidioEuropa

Mouvement To TAV

Communiqué de Presse

22 Février 2018

<http://www.presidioeuropa.net/blog/?p=14520>

Lyon – Turin

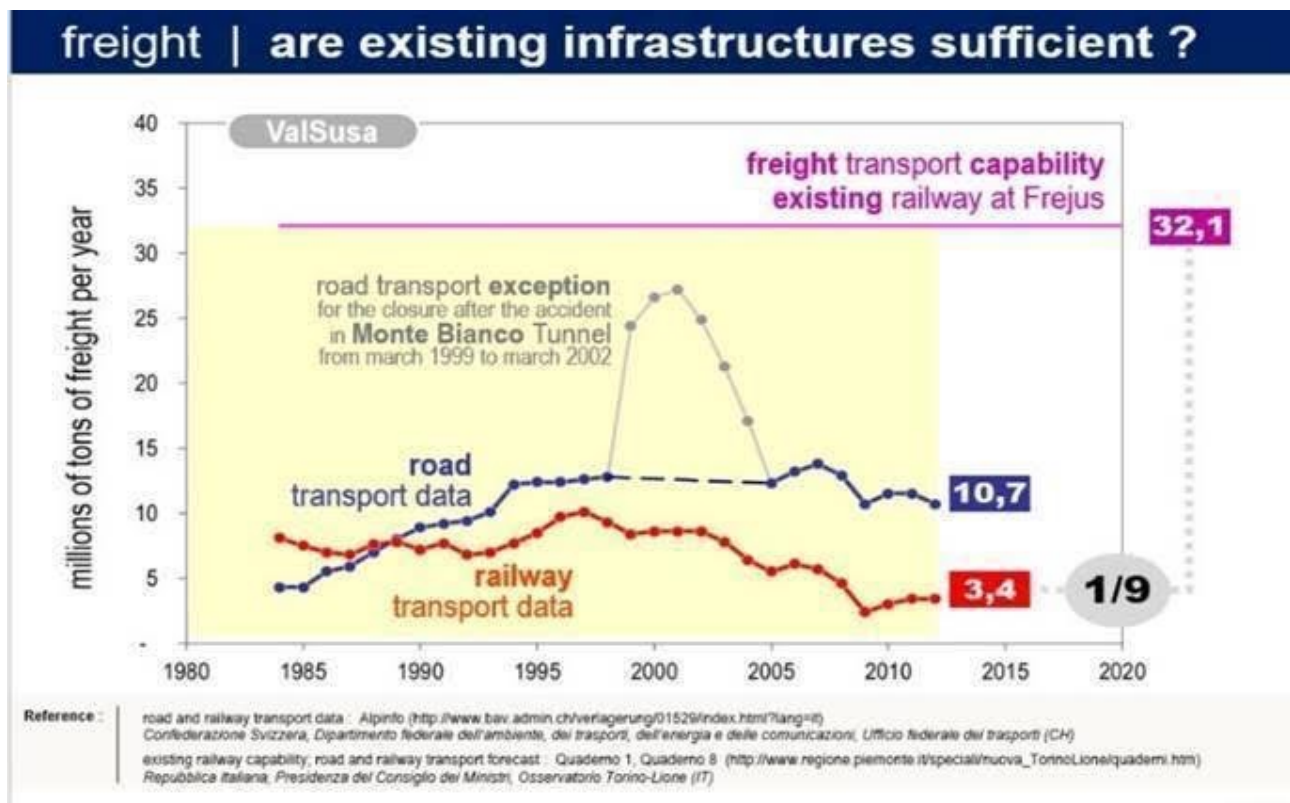
**Le Gouvernement italien admet ses erreurs d'évaluation.
Mais l'Italie veut renflouer les coffres de la France.**

**France, Italie et Union Européenne devraient abandonner ce Grand
Projet Inutile et Imposé**

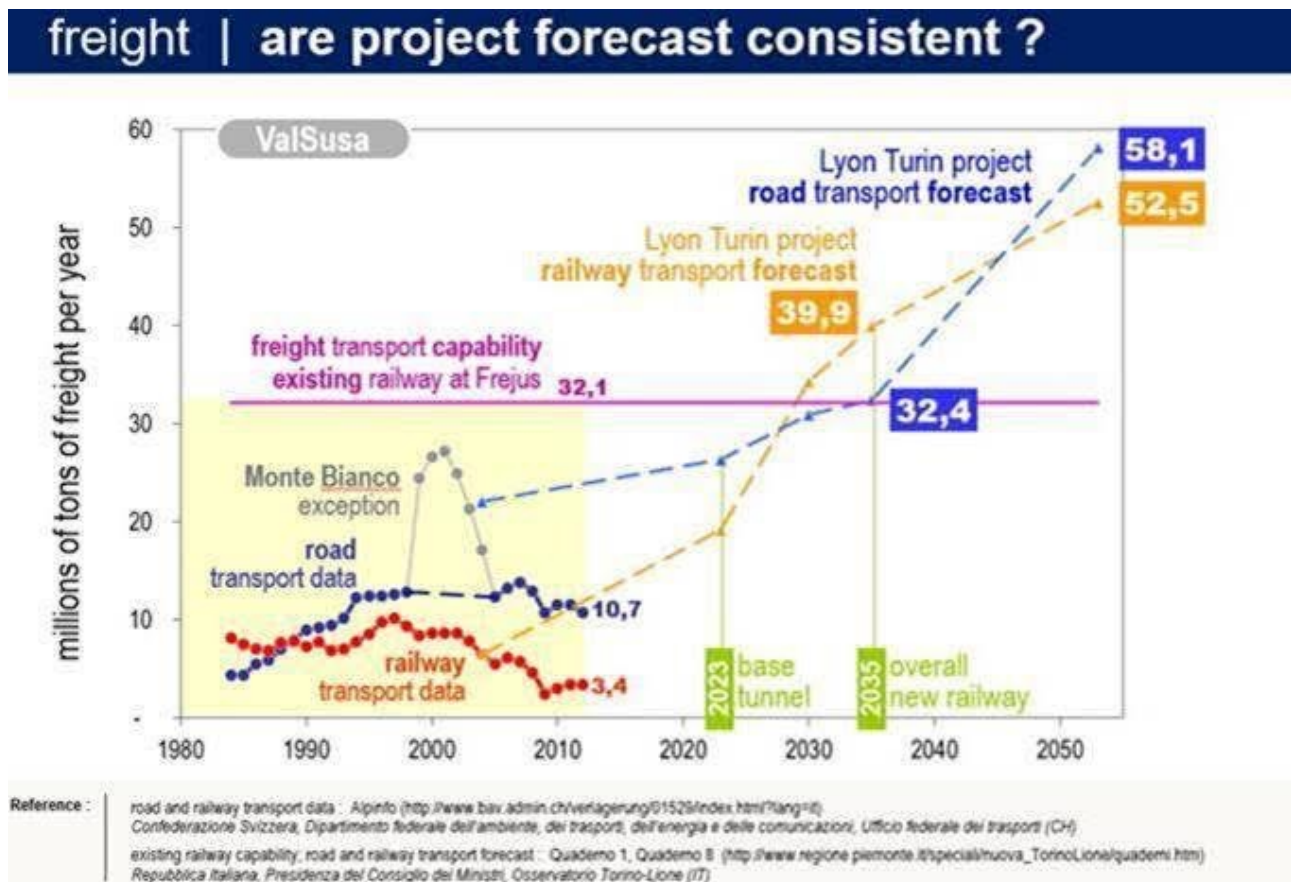
Le Gouvernement italien vient de déclarer, à propos de la **nouvelle ligne ferroviaire Lyon Turin** :
« *En effet, il est évident que **beaucoup des prévisions faites**, absolument de bonne foi, il y a presque 10 ans, tout en reposant sur les prévisions officielles de l'Union Européenne, **ont été démenties par les faits**, surtout par effet de la grave crise économique de ces années qui a également conduit à de nouveaux objectifs pour la société, dans les transports, déclinables dans la recherche de la sécurité, de la qualité, de l'efficacité.* »

Cette déclaration surprenante est contenue à la page 63 d'un [document](#) publié sur le site de la **Presidenza del Consiglio dei Ministri** – Osservatorio per il Collegamento Ferroviario Torino-Lione, une institution italienne chargée d'assister depuis 2005 le Gouvernement Italien dans toute décision autour du Grand Projet de tunnel de 57 km sous les Alpes.

Dans ce graphique on peut constater la très faible utilisation du tunnel existant : en 2016 seulement 3,4 millions de tonnes sont passées dans ce tunnel, soit un neuvième de sa capacité. La ligne existante est donc suffisante.



Le Gouvernement italien a insisté pour que ce Grand Projet soit réalisé en formulant des prévisions de trafic de 39,9 millions de tonnes de fret par an à l'horizon 2035, absolument imaginaires par rapport aux données historiques, cf. ce graphique :



La tardive reconnaissance publique du Gouvernement italien d'avoir commis des erreurs, qui a en même temps adossé la responsabilité à l'Union Européenne pour la publication de fausses prévisions officielles de trafics ferroviaires, mériterait d'abord une réplique officielle de Mme Violeta Bulc, Commissaire aux Transports, toujours enthousiaste de défendre les actions TEN-T et les cadeaux CEF aux États Membres. Ce constat du Gouvernement Italien devrait aussi conseiller le Gouvernement Français à abandonner rapidement un projet dévastateur pour les finances publiques des deux Pays.

Rappelons que la France, toujours en difficulté pour financer ce projet, avait obtenu de l'Italie que les coûts du Lyon-Turin, déduction faite de la contribution européenne de 40%, devraient être soutenus à 58% par l'Italie et à 42 % par la France, même si le tunnel de 57 km serait Italien à 21% et Français à 79% (12 km en Italie et 45 en France), (Cf. Articles 18 de l'[Accord de Rome 30.1.2012](#)).

Cette inéquitable division avait été déjà considérée par **la France** dans le Dossier de l'enquête publique de 2006, préliminaire à la déclaration d'utilité publique de la partie française du tunnel, cf. la page 73 : « [L'opération est positive pour la France du fait de l'hypothèse de la plupart des investissements par l'Italie](#) ».

Mais les questions : « *Est-ce que la France aurait trompé l'Italie ? Ou est-ce l'Italie qui a recommandé à la France de réaliser ce Grand et Ambitieux Projet en acceptant de*

supporter la plupart des coûts ? Quels dommages, cet imbroglio est-il déjà en train de provoquer à la France et à l'Italie ? » n'ont pas encore reçu de réponses crédibles.

Pour évaluer pleinement le résultat de cette répartition asymétrique des coûts, jamais contestée par les Gouvernements et les Ministres italiens qui se sont succédés à partir de l'[Accord de Turin 29.1.2001](#), il est également nécessaire de connaître le montant des investissements français et italien.

Le coût du tunnel de 57,2 km serait de 9,6 milliards d'euros, alors que les deux actionnaires, après déduction du don de l'Union européenne de 3,4 milliards d'euros, devraient investir :

- l'Italie : 3,6 milliards d'euros (soit € 293,5 millions par km),
- la France : 2,6 milliards d'euros (soit € 57,9 millions par km, un coût cinq fois inférieur).

Il serait équitable que la répartition de l'investissement entre les deux partenaires soient en fonction des kilomètres de propriété des terres domaniales sur lesquelles le tunnel est creusé (cf. Article 11 de l'[Accord de Rome 30.1.2012](#)).

Et on pourrait arriver à ce résultat moyennant le **financement supplémentaire de la France de 2,3 milliards d'euros**, presque doublant ainsi sa contribution de 2,6 milliards d'euros à 4,9 milliards d'euro, pendant que l'Italie réduirait sa part du même montant.

Mais ce résultat créerait une situation si insoutenable pour les coffres de la France, qu'elle devrait abandonner le projet.

Comme le souhaitent tous les gens de bon sens en France et en Italie.

Ou l'Italie devrait-elle sauver les finances françaises ?